## Harare-Troisième réunion des MAE du Commonwealth

## -Apartheid Extraits de l'allocution du

## secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada

Il s'est passé beaucoup de choses depuis la dernière réunion de Toronto. Les développements ont été tantôt positifs, tantôt négatifs. Force nous est de reconnaître, toutefois, qu'aucun des développements positifs ne révèle un changement quelconque de l'Afrique du Sud vis-à-vis de l'apartheid, et que certains des développements négatifs, comme l'issue du procès Delmas, font peser de nouvelles menaces graves sur l'opposition non violente à l'apartheid en Afrique du Sud même.

Il est fort possible, toutefois, que nous soyons au seuil d'une de ces périodes que les historiens qualifieront de « tournant » dans l'histoire sud-africaine. Je ne dis pas cela dans l'espoir que Pretoria se soit rendu à l'évidence, mais en sachant que la minorité blanche ne pourra se refuser beaucoup plus longtemps à reconnaître le caractère inévitable d'un changement fondamental, en dépit des puissants moyens de communication à l'usage exclusif du régime.

. . . Il est important que nous concentrions notre attention sur les efforts déployés par l'Afrique du Sud pour déstabiliser ses voisins. Cette activité s'observe chaque jour, et elle ne doit pas être masquée par les développements positifs qui se produisent ailleurs. L'évolution de la situation en Namibie permet d'espérer; mais le changement ne fait que commencer et il exigera prudence et vigilance à chaque étape. Il est indispensable d'instaurer des conditions qui permettent des élections vraiment libres et justes.

. . . Le Zimbabwe a souffert directement de l'agression sud-africaine et, dans une même mesure, des pressions et de l'ingérence de l'Afrique du Sud. Il en a été de même des autres États de la Ligne de front. Il n'y a absolument aucune raison de présumer que les intentions de l'Afrique du Sud ont changé. La déstabilisation est un processus à long terme qui croît et décroît et qui change régulièrement de cibles.

. . . Pour sa part, le Canada a pris un certain nombre de mesures depuis la

rencontre de Toronto afin que ses sanctions soient appliquées de façon plus stricte, notamment en étendant l'interdiction de vendre des articles de haute technologie aux utilisateurs sud-africains du secteur privé.

Nous chercherons également de nouvelles façons d'intervenir directement en Afrique du Sud et de venir en aide aux victimes et aux adversaires de l'apartheid, tout en favorisant le dialogue entre Sud-Africains et en faisant échec à la propagande et à la censure sudafricaines. Ceux qui doivent lutter parce qu'ils sont privés de moyens d'instruction, de logements et de conditions d'emploi acceptables ou parce qu'ils se trouvent, quotidiennement, face à d'autres problèmes dont l'apartheid est la cause, méritent notre appui, tant sur le plan financier que psychologique.

. . . Une condition préalable essentielle pour qu'un changement pacifique ait lieu en Afrique du Sud est l'instauration d'un dialogue positif entre Sud-Africains de toutes races. Pas plus tard que la semaine dernière, des juristes sud-africains et des dirigeants de l'ANC se sont rencontrés ici même à Harare.

. . . Lors de la réunion de Toronto, nous avons porté notre attention sur l'utilisation de la censure en Afrique du Sud. Le groupe de travail du Commonwealth qui s'occupe de cette question s'est déjà réuni et s'est fixé comme priorité de venir en aide à la presse parallèle. Au Canada, nous avons également beaucoup progressé dans la mise en œuvre du plan d'action visant à contrer la propagande et la censure sudafricaines. Je suis heureux de savoir que d'autres pays élaborent, de leur côté, des plans d'action nationaux.

... Nous examinerons un rapport détaillé des pratiques de déstabilisation et des coûts qu'elles entraînent pour les États de la ligne de front. Le rapport soumis antérieurement, à l'instigation du Commonwealth, par le général Obasanjo sur les besoins de sécurité de ces États offrait un ensemble très utile de recommandations. Nous déterminerons comment, en tant que pays du Commonwealth, nous pouvons contribuer à renforcer la sécurité dans

Un changement pacifique mais fondamental en Afrique du Sud libérera de façon irréversible de formidables possibilités. Voilà un défi et une occasion que l'on ne doit pas laisser passer.

la région. Actuellement, beaucoup d'autres pays y contribuent déjà, et dans une mesure importante. En septembre, le Canada a annoncé qu'il modifiait sa politique de manière à aider les États de la Ligne de front — notamment le Mozambique — à venir à bout des menaces qui pèsent sur leur sécurité.

Les conséquences effarantes de l'apartheid et de l'emprise pernicieuse de la déstabilisation dont il s'accompagne sont tragiques. Son coût — sur les plans humain et économique — est énorme. L'Afrique australe, dans son ensemble, a un riche potentiel. Elle pourrait vraiment être le moteur économique du continent tout entier. Mais au lieu de mettre en valeur ce potentiel, la minorité blanche d'Afrique du Sud tolère des politiques qui tiennent en laisse toute la région, qui paralysent ce moteur géant.

... nous examinerons de près les moyens de renforcer cette importante sanction des Nations Unies qu'est leur embargo sur les armes.

Le rapport présenté à Toronto sur les liens de l'Afrique du Sud avec le système financier international faisait ressortir clairement l'efficacité des sanctions financières du point de vue des pressions exercées sur l'économie du pays — pressions qui, croyons-nous, peuvent, à leur tour, forcer un changement politique. À Harare, nous chercherons des moyens d'encourager l'adoption, à une plus large échelle, des recommandations constructives approuvées à Toronto.

. . . le Comité est parvenu à michemin dans ses travaux. Nous allons, plus que jamais, porter notre attention sur la période qui précédera la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur.

Nous examinerons les moyens d'aider la population de l'Afrique australe à réaliser son véritable potentiel, potentiel qui est resté étouffé pendant trop longtemps par la discrimination raciale et la répression en Afrique du Sud.

doit maintenir ses pressions sur Pretoria à l'aide de sanctions et d'autres moyens. Elle doit également encourager, lorsque c'est possible, les efforts visant à convaincre les partisans de l'apartheid qu'il existe une meilleure solution, une solution plus juste que celle d'adhérer à un système de discrimination raciale immoral et débilitant.